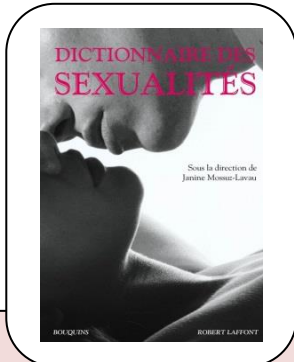


Cinéma

Party Girl, qui vient de recevoir la Caméra d'Or du Festival de Cannes. Réalisé par Marie Amachoukeli, Claire Burger et Samuel Theis, *Party Girl* dresse le portrait d'Angélique, 60 ans, entraîneuse dans un cabaret (sortie 27/08). Et aussi : *Deux Jours, Une Nuit*, des Dardenne ; *D'une vie à l'autre*, de Georg Maas ; *States of Grace* de Destin Cretton, trois films aux héroïnes féminines. Le documentaire *Caricaturistes fantassins de la démocratie*, de Stéphanie Valloatto ou encore la version restaurée du magnifique *Peau d'Âne* de Jacques Demy (sortie 2/07).



Livre

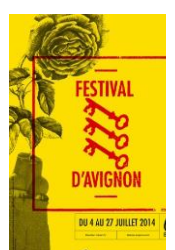
Dictionnaire des sexualités, sous la direction de Janine Mossuz-Lavau, directrice de recherche au Cevipof (centre de recherches politiques de Sciences Po/CNRS).

Musique

Histoire de J, de Jeanne Cherhal, album profond et engagé, avec les titres *Noxolo* (hommage à une femme Sudafricaine tuée car homosexuelle) et *Quand c'est non c'est non* sur le viol. Et aussi : *Eve* d'Angélique Kidjo, hommage aux femmes d'Afrique et du monde.

Expositions

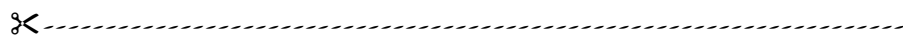
Elles vident leur sac, Festival International Cartooning for Peace du Dessin de Presse à Montpellier, où les dessinatrices évoquent les droits des femmes, le machisme, les violences, les pressions... A voir jusqu'au 26 juillet. Et aussi : *La disparition des Lucioles*, à la Prison Sainte-Anne à Avignon, jusqu'au 25 novembre.



Festival d'Avignon

Durant le Festival d'Avignon, du 4 au 27 Juillet, restez connecté au Planning Familial de Vaucluse via les réseaux sociaux pour suivre nos coups de cœur, nos conseils sur les spectacles engagés du In et du Off à ne pas manquer. N'hésitez pas, vous aussi, à partager sur notre facebook vos suggestions de spectacles vus pendant le festival ! Facebook : PlanningFamilial Avignon Twitter : @Planning 84

Newsletter Planning 84 - N°10 - Juin 2014- Crédits photos DR / Rédaction : Maud Fontanel



Vous souhaitez nous soutenir dans nos actions

Participez activement à la défense vos droits !!!

Aidez-nous à maintenir ce lieu d'informations !

Participez à la vie de l'association, proposez-nous des thèmes pour des réunions débats, et tenez-vous régulièrement informés des actions menées....

Nom : Prénom :

Adresse :

CP / Ville :

Email :

Adhésion au tarif de 16 euros/ an. A renvoyer au 13, rue de la Vénus d'Arles 84 000 Avignon



NUMÉRO
10
Juin à Août
2014



La Newsletter du Planning 84

Les dernières nouvelles du Planning Familial de Vaucluse

Demandez le programme !

Le Planning Familial de Vaucluse est ravi de vous présenter le dixième numéro de sa newsletter. Vous retrouverez dans ces quatre pages vos rubriques habituelles traitant de l'actualité internationale, nationale et locale. Au programme, l'enquête ouverte par le Ministère de la Défense sur les violences sexuelles dans l'armée, la mobilisation mondiale contre l'enlèvement des jeunes filles nigérianes, mobilisation à laquelle s'est joint le Planning 84, ou encore l'avortement au Chili. Vous pourrez également découvrir les engagements de Cécile Helle, nouvelle maire d'Avignon, quant à la défense des droits des femmes ainsi que nos suggestions culturelles pour cet été. Bonne lecture à toutes et à tous et merci de votre soutien !

Informatique et Libertés

Vous pouvez recevoir notre newsletter par mail par simple inscription à cette adresse : http://www.planning84.com/newsletter_029.htm

Vous avez également la possibilité de vous désinscrire, via cette même adresse, en application de l'article 34 de la loi Informatique et Libertés du 1er août 2000.



Dans ce numéro

- L'édito de la Présidente P.1
- Actus internationales et nationales P.2
- Actus locales et actions du Planning 84 P.3
- Les suggestions culturelles du Planning P.4

L'édito de la Présidente

Vigilance, un mot qui reste toujours d'actualité !!

Les résultats des dernières élections, avec ses bonnes et ses mauvaises surprises, nous incitent à rester toujours plus vigilantes.

L'avancée de l'extrême-droite lors des élections européennes doit nous interpellier quand on connaît leur position sur la défense d'une conception patriarcale du couple et du rôle des femmes, leur avis favorable à un salaire familial pour les femmes au foyer... Sans oublier leur opposition au remboursement des « IVG de confort » ! Les députés d'extrême-droite ont voté systématiquement contre les textes en faveur de la construction de l'égalité Femmes-Hommes (rapport Estrella sur la santé et les droits sexuels en décembre 2013 et le rapport Zuber sur l'égalité Femmes-Hommes en mars 2014).

Vigilance et appel à lutter pour une Europe où les femmes et les hommes pourront disposer librement de leurs corps sans contrainte imposée par un Etat ou une religion, et sans discrimination.

En Avignon, l'arrivée d'une nouvelle équipe à la municipalité, autour de Cécile Helle élue Maire, nous fait espérer une vraie politique d'égalité entre les femmes et les hommes.

Vigilance pour que soient prises en compte nos demandes concernant l'accès aux droits, à la santé, à l'éducation à la sexualité dès le plus jeune âge, à la lutte contre l'exclusion en particulier dans les quartiers et contre toutes les formes de violence et de discrimination.

A toutes les adhérentes et tous les adhérents du Planning, je vous souhaite de passer un bon été, de bonnes vacances, de bons moments, du plaisir, de l'aventure et du repos.

Ghislaine Dejean, Présidente du Planning Familial 84

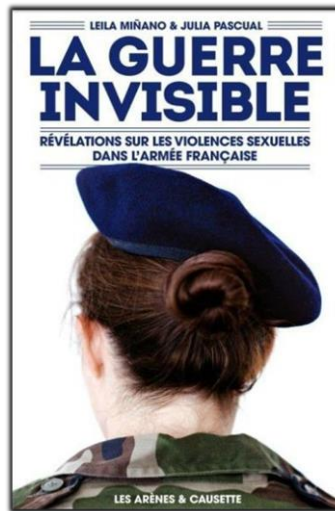
Ailleurs dans le monde...

AU CHILI :

Le Chili, l'un des rares pays au monde à interdire toute forme d'interruption de grossesse, pourrait faire un premier pas vers la légalisation de l'avortement. Sa Présidente, Michelle Bachelet, relance en effet le débat, tabou dans le pays. Une légalisation cependant sous condition : "en cas de risque mortel pour la mère, de viol ou de fœtus non viable" a précisé la Présidente. Si la droite et l'Eglise s'opposent déjà au projet, les débats au Parlement auront lieu d'ici quelques mois. Chaque année 150 000 avortements seraient pratiqués au Chili.

EUROPE :

La Commission européenne vient de fermer la porte aux anti-avortement et à l'initiative "Un de nous" / "One of us" : elle refuse de donner satisfaction à ce mouvement qui avait réclamé l'arrêt de "toute activité impliquant la destruction d'embryons humains". De nombreuses associations, dont la Fédération internationale pour la planification familiale s'étaient exprimées, évoquant la "menace contre le droit des femmes et contre le droit de vivre dans la dignité" que représente "un de nous", mouvement ultra-conservateur et religieux.



Violences sexuelles dans l'armée

C'est une grande première, une prise de position historique : le Ministère de la défense accepte enfin d'ouvrir les yeux sur ce qu'il se passe dans son armée. Une réalité jusque-là cachée et tue : les violences sexuelles subies par les femmes militaires.

Tout a commencé grâce à un livre "La Guerre invisible, révélations sur les violences sexuelles dans l'armée française", de Leïla Miñano et Julia Pascual, journalistes au magazine féministe *Causette*. Alors qu'aucune enquête n'avait été menée sur le sujet en France (à l'étranger, de nombreux rapports font pourtant état des violences envers les femmes dans l'armée), les deux journalistes ont conduit leurs propres investigations durant deux ans. Le constat fut sans équivoque : des dizaines de victimes osèrent témoigner pour la première fois, révélant l'étendue du phénomène. La plupart des violences n'avaient jamais été dénoncées, parfois même étouffées (mutations). Le livre fait l'effet d'une bombe. Insultes, pressions,

harcèlements, viols... Le livre, implacable, égraine une à une différentes affaires de violences sexuelles, une cinquantaine au total, avec témoignages des victimes à l'appui.

"La Guerre invisible", sorti fin février, est un choc. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian déclenche alors, le jour même de la parution du livre, une enquête interne sur les violences sexuelles dans l'armée française. "Notre mandat est de porter un coup d'arrêt à cette situation" expliquent Didier Bolelli et Brigitte Debernardy, les deux officiers chargés de l'enquête, au magazine *Causette*, à l'origine de ces révélations. Leurs recommandations furent remises au Ministère qui dévoila un plan d'action pour lutter contre ces violences le 15 avril dernier. Les cadres de l'armée entendaient pour la première fois un ministre de la Défense s'exprimer sur ce sujet. Jean-Yves Le Drian parle alors "d'agissements absolument intolérables". Un événement historique. Le rapport confirme une réalité qui "ne peut être niée" et apporte des mesures sans précédent. L'interdiction du harcèlement moral et sexuel sera désormais inscrit dans

le Code de la défense, des statistiques annuelles sur les violences seront établies, une cellule d'écoute mise en place, l'école militaire Saint-Cyr féminisée... Des mesures phares mais qui ne vont pas encore assez loin pour de nombreuses soldates qui ont demandé au Ministre de la Défense de le rencontrer personnellement.

JUSTICE

Délai de prescription

Il s'agit là d'une grande avancée : le Sénat vient d'adopter en première lecture une proposition de loi rallongeant de dix ans le délai de prescription dans le cadre de violences sexuelles commises sur mineurs. Une proposition de loi UDI-UC, adoptée le 28 mai, qui constituerait un grand pas en avant pour les victimes d'agression sexuelle ayant occulté des souvenirs liés au traumatisme subi.

Actuellement, les femmes et les hommes ayant subi des sévices sexuels durant leur enfance, peuvent déposer plainte 10 ou 20 ans (selon la nature des faits) après la date de leur majorité. Un délai de prescription qui pourrait donc être allongé à 30 ans grâce à cette proposition de loi. Dans les faits, une personne violée enfant aurait donc jusqu'à ses 48 ans pour saisir la justice. Il s'agit d'une nouvelle prise en compte des risques d'amnésie traumatique des victimes.

La proposition de loi doit maintenant être adoptée par l'Assemblée Nationale pour pouvoir rentrer en vigueur.

Les engagements pris par Cécile Helle, nouvelle maire d'Avignon auprès du Planning 84

Le 8 mars dernier, le Planning Familial de Vaucluse avait interpellé tous les candidats à la mairie d'Avignon quant aux "axes de leur programme en matière de défense des droits des femmes". Nous leur avons alors demandé des engagements par écrit (réponses publiées sur notre site). Cécile Helle nous avait répondu. Voici les principaux engagements pris par la nouvelle maire d'Avignon auprès du Planning 84 :

« Mes engagements sont les suivants. En matière d'emploi : encourager l'engagement citoyen des entreprises (...) pour agir contre l'exclusion et toutes les formes de discrimination, pour la diversité dans l'entreprise, pour la lutte contre les inégalités hommes/femmes. Soutenir les actions d'accompagnement en faveur des demandeurs d'emploi pour lutter contre les représentations liées à tout type de critères discriminatoires tels que le sexe, l'âge, l'origine... En matière d'Education/Formation/information : soutenir les initiatives en faveur de l'information et de la prévention de la violence faite aux femmes, la promotion de l'égalité homme/femme, dès l'école. Proposer une réflexion avec les acteurs locaux en la matière pour les impliquer sur des temps dans le cadre de la Réforme des Rythmes Scolaires. Soutenir les initiatives en matière de sensibilisation et formation des travailleurs sociaux, des professionnels de la santé et des policiers municipaux. Développer les missions du CCAS vers une démarche de prévention, d'information sur la sexualité et sur la contraception. Faire des maisons et centres de santé des points d'accueil et de relais en matière de contraception pour que les femmes, quel que soit leur âge, aient une réponse à leurs préoccupations. En matière de conciliation vie professionnelle/vie familiale : favoriser la scolarisation des enfants de 2 ans, quelle que soit la situation des parents au regard de l'emploi, et y compris si la mère ne travaille pas, ou n'occupe qu'une activité à temps partiel. Réserver au moins 10 % des places d'accueil en crèches collectives ou familiales et en halte-garderie, à des enfants vivant dans des situations de précarité pour aider les familles monoparentales et les familles travaillant avec des horaires décalés, au sein desquelles les femmes sont particulièrement concernées par ces situations de difficultés extrêmes. En matière d'accompagnement des situations de fragilité : soutenir les initiatives de logements intergénérationnels avec un binôme jeune/ainé (...) Encourager le parrainage des familles monoparentales par des aînés. Susciter le développement de services collectifs (...) Soutenir les actions en faveur des aidants, qui sont, dans la très grande majorité des cas, des femmes qui prennent soin des aînés au quotidien. »

A suivre donc...

BringBackOurGirl : le Planning 84 rejoint la mobilisation mondiale

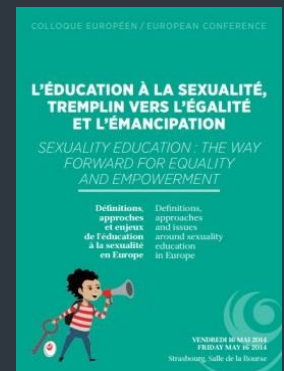


Plus de 270 adolescentes nigérianes ont été enlevées le 14 avril dernier par la secte islamiste Boko Haram. Afin de faire pression sur les autorités pour obtenir la libération des jeunes filles, promises au mariage forcé et à l'esclavage, un mouvement international s'est créé sur internet. Des dizaines de milliers de célébrités et d'inconnus se sont photographiés avec une pancarte et un même message :

#BringBackOurGirls, autrement dit "Rendez-nous nos filles". De Michelle Obama à la jeune militante pakistanaise Malala, en passant par nos ministres Christiane Taubira et Najat Vallaud-Belkacem, ces clichés ont fait le tour du monde. Comme d'autres associations militantes, le Planning Familial de Vaucluse s'est joint au mouvement (une partie de l'équipe ci-contre). Suite à cette mobilisation et à une pétition, la communauté internationale s'est saisie de l'affaire, mais à ce jour, nous n'avons plus aucune information sur les lycéennes, ni de couverture médiatique. Ne les oublions pas : la mobilisation doit continuer.

Colloque européen du Planning Familial

Le Planning Familial a organisé en mai dernier à Strasbourg son colloque européen sur le thème de "L'éducation à la sexualité : tremplin vers l'égalité et l'émancipation." Militants-es, chercheurs-ses, responsables politiques et citoyens-nes, 300 personnes au total venant d'une dizaine de pays européens se sont retrouvées pour échanger, et parmi elles, la Présidente et des membres du Planning Familial de Vaucluse.



Le droit à une éducation à la sexualité complète, adaptée et émancipatrice a été réaffirmé haut et fort. Elle est un pré-requis essentiel à l'émancipation des jeunes, à l'égalité entre les sexes et à la lutte contre les violences et les discriminations liées au sexe ou à l'orientation sexuelle. Elle doit être garantie et accessible au niveau national comme au niveau européen.